



EUROPEAN UNION

Conseil permanent de l'OSCE N° 1155 Vienne, 20 Juillet 2017

Déclaration de l'UE sur la situation des personnes LGBTI en Tchétchénie

L'Union européenne continue de suivre avec attention la situation des personnes LGBTI en Tchétchénie. Les déclarations de Ramzan Kadyrov à propos des hommes homosexuels en Tchétchénie, livrées lors d'une interview récente, sont consternantes et graves. Je cite : « nous n'avons pas ce genre de personne ici. Nous n'avons pas de gays et s'il y en a, emportez-les au Canada. Prenez-les loin d'ici pour que nous n'en ayons pas chez nous, pour purifier le sang de notre peuple ». Le leader tchéchène a également déclaré : « Ils sont le démon. Ils sont à jeter, ce ne sont pas des hommes. Que Dieu les punisse pour ce dont ils nous accusent ».

Nous voudrions rappeler ici les engagements pris par les Etats participants dans des décisions ministérielles successives, y compris à Madrid en 2007, de « combattre toutes les formes de discriminations ». A Maastricht en 2003 les Etats participants ont affirmé que « les pratiques motivées par la discrimination et l'intolérance menacent la sécurité des personnes et peuvent entraîner des conflits et des violences à plus grande échelle ». Les Etats participants ont également reconnu le rôle clé des dirigeants politiques dans la lutte contre les manifestations de haine et d'intolérance, et la responsabilité particulière qu'ils portent à cet égard.

Nous appelons ainsi les autorités de la Fédération de Russie à condamner les propos haineux tenus par le président de Tchétchénie. Nous réitérons notre appel à ce que toute la lumière soit faite sur les allégations d'arrestations, de détentions illégales, de tortures et d'assassinats de personnes en Tchétchénie sur la base de leur orientation sexuelle réelle ou perçue. Il appartient aux autorités russes de tout mettre en œuvre pour garantir la sécurité de tous leurs citoyens sans exceptions, de garantir la réhabilitation des victimes et de porter les responsables devant la justice.

L'UE rappelle son engagement en faveur de l'égalité et contre les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre partout dans le monde.

L'Ancienne République yougoslave de Macédoine*, le Monténégro* et l'Albanie*, pays candidats; la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel; l'Islande et la Norvège, pays de l'AELE membres de l'Espace économique européen; ainsi que l'Ukraine, la Géorgie, Saint-Marin, les États-Unis, la Australie et le Canada se rallient à cette déclaration.

* L'Ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie continuent à participer au Processus de stabilisation et d'association.